

Coronavirus: la dictature chinoise fragilisée

Le droit à l'information, le droit aux soins, le droit de discuter ou de récuser les décisions prises sont au cœur de la démocratie, et la condition nécessaire d'une médecine efficace. Or, s'agissant de l'épidémie de coronavirus, l'administration chinoise a failli. Elle a failli de peur d'exposer en pleine lumière ses impérities.

Alain BOUC, responsable de la lettre LDH « Les droits de l'Homme en Chine »

Les informations médicales ont submergé les actualités du premier semestre 2020: décompte quotidien des contagions et des décès dus au coronavirus, expansion vers les cinq continents à partir du noyau chinois, disputes quant à la nature, quant aux remèdes et quant aux responsabilités de la catastrophe. Pas loin de la moitié de la population du globe s'est trouvée concernée par des pratiques de confinement; l'ampleur des effectifs concernés nous renvoie aux temps oubliés de la dernière Guerre mondiale.

Ce qui, au départ, mobilisait surtout les spécialistes des maladies infectieuses a aussi modifié les vies politiques nationales et changé les relations diplomatiques entre grandes puissances. On a remis en cause des organisations internationales, suspectées d'inefficacité et de déviation par rapport à leur vocation universaliste initiale. Chaque pays a constaté ses propres inégalités sociales, lorsqu'il s'est agi de prévenir ou de guérir. Bref, le petit virus couronné a reposé la permanente question des droits de l'Homme, en son sens le plus large et dans un cadre nouveau, urgent, concret et souvent tragique.

L'appareil politique chinois a été brutalement placé devant un problème imprévu qu'il ne savait pas maîtriser. Il a, dans un premier temps, administré l'information pour que le Parti se sorte d'affaire au mieux. Et alors qu'il fallait soigner d'urgence, les bureaux ont menti pour éviter la vindicte publique.

« Chaque pays a constaté ses propres inégalités sociales, lorsqu'il s'est agi de prévenir ou de guérir. Bref, le petit virus couronné a reposé la permanente question des droits de l'Homme, en son sens le plus large et dans un cadre nouveau, urgent, concret et souvent tragique. »

C'était un calcul à courte vue: d'un petit foyer municipal d'infection à Wuhan (province du Hubei) est partie une épidémie qui a gagné toute la province, puis d'autres régions de Chine, puis Hongkong, la Corée du Sud, le Japon, puis finalement l'Europe occidentale, les Etats-Unis et le reste du monde. Le premier cas repéré de coronavirus, cas individuel, est daté du 17 novembre 2019; dans les jours suivants, le nombre quotidien des nouvelles contaminations ne dépassait pas cinq; en fin d'année 2019, on n'avait identifié que 266 malades. Les techniques d'isolement ordinaires auraient suffi à circonscrire l'infection. Au premier mai 2020, le nombre des personnes contaminées dans le monde dépassait trois millions. Il n'était certes pas facile a priori de

soupçonner la gravité de l'infection. Les médecins chinois avaient pourtant eu, en 2002-2003, l'expérience d'un coronavirus voisin responsable du Sras (syndrome respiratoire aigu sévère). Les autorités avaient commencé par en nier l'existence et par punir les lanceurs d'alerte. En 2019, les scientifiques officiels chinois ont sous-estimé la contagiosité du virus, quasiment deux fois plus forte que ce qu'ils croyaient, erreur fatale en pleine période des rencontres traditionnelles du nouvel an. Les soins ont été retardés; à quelques exceptions près, les pays étrangers ont cru et répété ce que l'appareil politique chinois croyait bon de leur dire.

Des erreurs d'appréciation considérables

Des fautes cruciales ont été commises dans les deux premiers mois du départ de l'épidémie. En observant la vitesse de propagation, des mathématiciens d'un laboratoire d'Alabama ont établi que le nombre de personnes contaminées était devenu bien supérieur à ce que disaient les officiels: non pas 550 au 22 janvier (chiffres officiels) mais plutôt 18 700, soit trente fois plus. L'Organisation mondiale de la santé (OMS), se satisfaisant de l'information chinoise officielle et qui ne se rendit sur place que le 12 février, estimait alors qu'il lui fallait « recevoir plus d'information » avant de déclarer l'état d'urgence. Aucun élément ne permettait d'affirmer l'absence de transmission d'humain à humain, comme le pouvoir le déclara le

14 janvier en accord de vue avec l'OMS, malgré les avertissements adressés à celle-ci par Taïwan⁽¹⁾. L'OMS revint sur ses déclarations le 24 janvier, mais il était déjà bien tard. Se refusant à prendre ses distances avec le régime de Beijing, l'organisation internationale attendit le 11 mars pour parler de pandémie, alors que le virus avait pénétré 114 pays et contaminé officiellement 118 000 personnes.

Un silence sur ce qui gênait le Parti

La responsabilité des blocages à l'identification du mal et les retards à prévenir la diffusion du virus incombent en totalité aux organisations locales et nationales du Parti communiste chinois (PCC). Le Parti se permet d'intervenir en tous domaines, y compris dans le domaine de la santé, pour lequel il n'a aucune compétence. La compétence réelle qu'il détient, c'est celle de l'accession et du maintien au pouvoir ; c'est celle d'écartier tous ceux qui le dérangent, de dissoudre toute information qui lui nuirait.

Dès la fin décembre 2019, à Wuhan, des hommes de terrain alertaient sur les risques présentés par ce virus à contagiosité exceptionnelle. Ils gênaient le Parti, tant à l'échelon local que provincial. Désireux de parer au plus pressé, les dirigeants locaux ont entrepris d'imposer le silence aux gêneurs. La police a convoqué fin décembre 2019 huit médecins conscients des dangers, les menaçant de sanctions s'ils continuaient à propager de « fausses rumeurs ». Elle leur a fait promettre par écrit de ne plus recommencer. L'un des huit médecins, Li Wenliang, oculiste de l'hôpital central de la ville, a continué de soigner les cas urgents qu'il rencontrait. Le virus l'a tué le 7 février. Trois directeurs d'hôpitaux de Wuhan sont morts peu après, victimes du même microbe.

C'est alors que les choses ont changé. Pour la population qui pleurait chaque jour de nouveaux morts, Li Wenliang est devenu un héros national. On organisa dans les quartiers populaires des cérémonies à sa mémoire. Le pouvoir central a cru bon

(1) L'Organisation, alors présidée par la Chinoise Margaret Chan, avait retiré en mai 2017 le titre d'observateur au régime insulaire après l'élection à la présidence de Tsai Ing-wen, hostile à la reconnaissance de l'appartenance de l'île à la Chine. Aujourd'hui, son directeur général considère sans doute ne pas devoir tenir compte des avis émanant d'un pays non membre.



© GERD ALTMANN, LICENCE CC

de se désolidariser des autorités locales ; il a destitué le noyau du Parti au Hubei. Xi Jinping a déclaré – tardivement, le 3 février – qu'il aurait donné des instructions dès le 7 janvier pour qu'on prenne au sérieux l'épidémie. Conclusion : le Président n'a rien à se reprocher et le Parti reste l'avant-garde.

Le PCC n'a pas tardé à organiser une contre-offensive pour redorer son image. Les autorités ont affirmé qu'elles avaient pour l'essentiel la maîtrise de l'épidémie, qu'elles mettaient un terme au confinement, que l'industrie reprenait ses activités, que l'économie était en bonne voie, bref, qu'il fallait plus que jamais serrer les rangs derrière le Parti et derrière son chef. Après être restée longtemps en tête pour les effectifs contaminés et les morts, l'administration a quasiment bloqué les compteurs, notamment en ne tenant plus compte des porteurs sans symptômes (et pourtant contagieux), se laissant dépasser en chiffres par l'Italie, par l'Espagne, par la France, par le Royaume-Uni et, *last but not least*, par le rival américain. Les observateurs ont alors reporté leurs regards sur les Etats-Unis et oublié la Chine, qui se tenait modestement au septième rang.

Les chiffres chinois attirent le scepticisme. D'abord par leur extrême plasticité : à Wuhan même, le nombre des

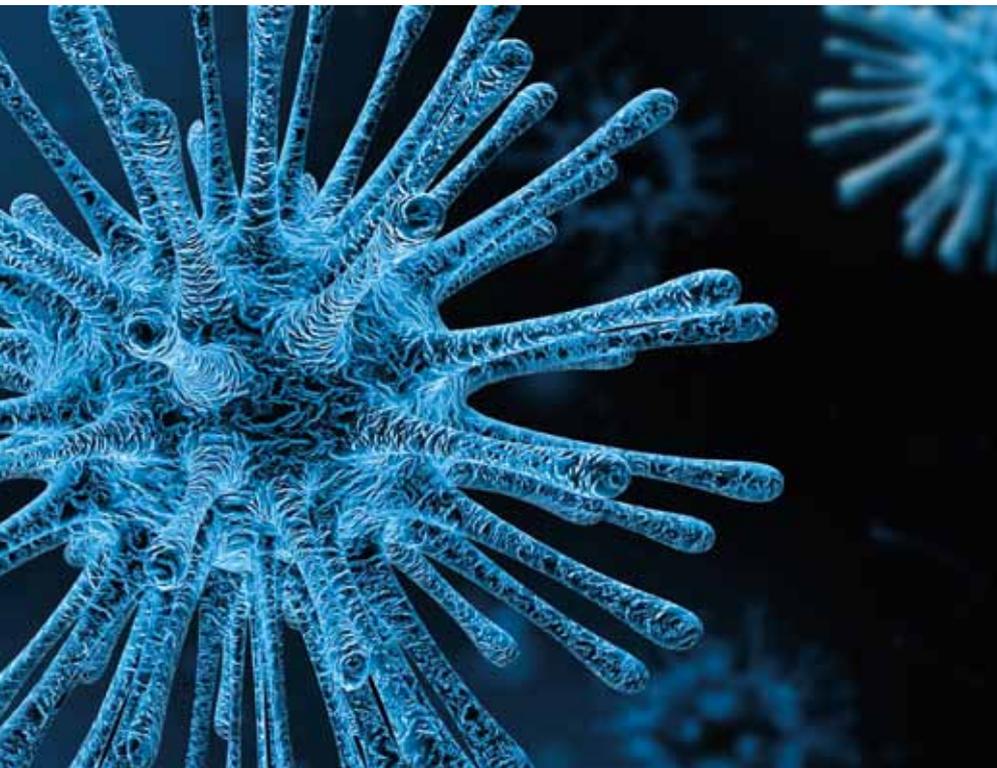
victimes du virus a été relevé du jour au lendemain, passant le 17 avril de 2 579 à 3 869 personnes. Le 21 février, on avait déjà ajouté d'un seul coup 15 152 cas d'infection, en joignant les examens cliniques aux tests de laboratoires.

Les chiffres manquent aussi de vraisemblance : le nombre des urnes funéraires livrées, la longueur des files d'attente pour récupérer les cendres, le travail ininterrompu d'incinération dans les huit crématoriums de la ville – dont plusieurs installations de grande capacité travaillant en continu – portent à croire que le chiffre officiel des décès a été largement dépassé.

Contre-attaque d'envergure du gouvernement

La diffusion du virus hors de Chine a terni l'image du gouvernement. Pour redresser la situation, le pouvoir a lancé une offensive d'ensemble, avec, dès le 1^{er} mars, des directives pour « réguler l'écosystème sur la toile ». En conséquence, la police de l'information a fermé des sites Internet (897 identifiés par Chinese Human Rights Defenders) et puni leurs propriétaires pour avoir « répandu des rumeurs », « fabriqué de fausses informations », « provoqué la panique », « troublé l'ordre public » ou « divulgué des affaires privées ».

Les principaux thèmes développés par



Les scientifiques officiels chinois ont sous-estimé en 2019 la contagiosité du virus, quasiment deux fois plus forte que ce qu'ils croyaient, erreur fatale en pleine période des rencontres traditionnelles du nouvel an.

les réseaux officiels tant à destination des nationaux que de l'étranger sont les suivants :

- « Le virus vient des Etats-Unis ». Le régime chinois a fait courir le bruit que le virus aurait été importé par des soldats des Etats-Unis, lors d'une compétition sportive à Wuhan en octobre 2019. La suspicion officielle a été largement diffusée – et continue de l'être – par le ministère des Affaires étrangères, par la voie de son porte-parole à Beijing et de ses ambassadeurs – sauf ceux qui, comme le représentant chinois à Washington, jugent l'hypothèse ridicule ;

- « L'Occident s'en sort beaucoup plus mal que la Chine ». Deuxième objectif : caresser l'orgueil national par la description des horreurs supposées observables en Occident. Une des affabulations les plus remarquables à cet égard provint de l'ambassade de Chine en France. Selon un de ses diplomates, courageusement anonyme, « les

personnels soignants des Ehpad ont abandonné leurs postes du jour au lendemain, ont déserté collectivement, laissant mourir leurs pensionnaires de faim et de maladie ». Ces assertions viennent d'un régime qui, en début d'année, n'hésitait pas à qualifier de fabricants de « fausses rumeurs » les lanceurs de vraies alertes de la Covid-19 ;

- « La Chine vient en tête pour les livraisons d'équipements sanitaires ». Comme pour se racheter de ses responsabilités dans la propagation du virus, la Chine s'est proposée pour fournir en équipements sanitaires les pays qui en manqueraient. Elle prend ainsi la figure rassurante d'une protectrice de la santé, dans les pays industriels comme dans le Tiers-monde afro-asiatique, dépourvu de tout moyen de combattre la maladie. Les livraisons à fin avril ont été considérables, sans toujours répondre aux attentes.

L'Union européenne a exprimé des réserves quant au beau rôle que se donne

la République populaire de Chine (RPC). Son responsable pour les Affaires étrangères a exprimé son désaccord sur la manière chinoise de présenter les choses. L'Union européenne a rappelé sa fourniture à la Chine de 56 tonnes d'équipements sanitaires, dans la première période de l'épidémie ; ses livraisons à l'Italie l'emporteraient en valeur sur celles de la Chine ; l'UE donne, dans bien des cas où la Chine vend. Enfin, la présidente de la Commission a remercié Taïwan pour ses envois de protection, affirmant qu'en étant unis, l'Europe et Taïwan « seraient plus forts ». Plus forts face à qui ? A la puissance qui envisage d'envahir l'île, peut-être.

Au total, la politique de reconquête d'image que mène le pouvoir de Beijing tarde à porter ses fruits. Nombreux naguère étaient ceux qui comptaient sur la croissance chinoise pour redonner de l'élan au capitalisme mondial. Aujourd'hui, la situation a changé : fi des taux de croissance invérifiables ! Il s'agit de santé publique et, quand l'inquiétude gagne votre propre pays et concerne vos proches, pas question de se contenter de belles paroles : la censure et les mensonges, le refus obstiné de la transparence, le refus de jouer le jeu ont peu à peu sapé une confiance bienveillante et laissé place à la suspicion ou à l'hostilité. ●

« Les chiffres chinois attirent le scepticisme. D'abord par leur extrême plasticité : à Wuhan même, le nombre des victimes du virus a été relevé du jour au lendemain, passant le 17 avril de 2579 à 3869 personnes. »